

PROFESSION DE FOI

Pour une université démocratique et solidaire

Listes enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs, présentées aux CA, CFVU, CR
Listes soutenues par la FSU et la CGT

L'Université, creuset des valeurs démocratiques et solidaires

Dans un contexte national et international qui doit nous alerter collectivement, les attaques directes contre l'Université sont de plus en plus fréquentes et virulentes. La défense et le développement des principes démocratiques et solidaires de notre institution sont donc absolument vitaux.

Les politiques actuelles aggravent l'appauvrissement de l'enseignement supérieur et de la recherche au profit d'établissements privés, plaçant les universités au bord de la faillite. En conditionnant et en précarisant toujours plus l'accès à l'Université pour les étudiants comme pour les personnels, elles alimentent cette course à la marchandisation du savoir. En favorisant l'amenuisement des ressources pérennes au profit d'appels à projets ciblés, elles mettent en concurrence chercheurs et universités et fragilisent la recherche et ses acteurs. Elles contribuent à la réduction de la liberté académique qui doit rester au cœur de notre institution. L'Université doit demeurer un pilier de notre société démocratique, défendant l'égalité et l'universalité d'accès au savoir.

L'Université de Bordeaux à l'heure de choix cruciaux

Même si l'Université de Bordeaux n'est pas la plus déficitaire à ce jour, sa situation budgétaire est néanmoins extrêmement préoccupante. Le déficit est désormais chronique. Il a déjà un impact avéré sur nos missions d'enseignement et de recherche et sur le pilotage des ressources humaines. La période à venir va appeler des choix encore plus décisifs. Nous allons devoir être très vigilants sur ceux-ci et ne pas transiger sur les missions essentielles de l'Université.

Notre Université doit rester ouverte et démocratique. La baisse de nos capacités d'accueil, la fermeture de certains sites de formation ou l'augmentation de nos frais d'inscription ne doivent pas devenir des variables d'ajustement. La structure actuelle de notre Université, à l'issue des précédentes mandatures, est allée dans le sens d'une centralisation accrue, dénouant les liens de proximité et mettant fortement en tension les personnels. Nous devons préserver des conditions de travail favorables pour chacun et maintenir le potentiel d'enseignement et de recherche qui fait la force de notre Université.

En travaillant à tisser de nouveaux liens, nous pourrions réellement donner vie à notre communauté universitaire. Même minoritaires par le passé, nos élus dans les conseils centraux ont proposé, soutenu ou amendé des projets dans un sens visant toujours l'intérêt le plus général, dans un esprit de solidarité et de respect du débat démocratique. Cette ligne a été défendue avec fermeté quand il le fallait et nous nous engageons à poursuivre en ce sens. Donnez-nous la force d'être majoritaire.

Nos propositions, nos engagements

1. Décentraliser, restructurer et simplifier

La séparation entre les Collèges et les Départements en 2014 a créé des clivages artificiels entre enseignement et recherche. Dans sa forme actuelle, cette structuration n'a été adoptée par quasiment aucune autre université française. Elle génère des difficultés dans la mise en place des politiques scientifiques des laboratoires et une complexification administrative dans les circuits de décision.

C'est la raison pour laquelle nous voulons un projet alternatif pour notre Université. Il faut faire le bilan de la séparation entre Collèges et Départements. Nous proposerons une concertation pour un retour à des composantes sur le modèle des UFR rétablissant ainsi l'articulation essentielle entre recherche et formation.

2. Augmenter les ressources pérennes et stabiliser le personnel

Dans notre Université, en quelques années, la précarité et le *turnover* sont devenus la norme. L'austérité budgétaire imposée par le gouvernement a refermé le « piège » de l'autonomie des universités : sous couvert d'une souveraineté nouvelle qui leur serait accordée, l'État laisse des établissements notoirement sous-dotés sans autre choix que de décider eux-mêmes d'amputer leur potentiel de formation et de recherche, qu'il s'agisse des emplois d'enseignants-chercheurs ou des postes administratifs et techniques.

La mise en place annoncée des Contrats Objectifs Moyens Performances (COMP 100%) représente un risque majeur puisque ces contrats conditionneront l'allocation de moyens à des indicateurs opaques. Loin d'être une opportunité pour les universités, ces contrats risquent d'aggraver leur situation financière et la concurrence entre établissements. Nous défendons au contraire la nécessité d'un financement pérenne, à la hauteur des besoins, assurant la stabilité des personnels et permettant ainsi à l'Université de Bordeaux de réaliser ses missions d'enseignement et de recherche.

3. Retrouver la maîtrise de nos politiques scientifiques et pédagogiques

Avec l'avènement des PIA (Idex) et la floraison d'appels à projets, le financement et le pilotage de l'activité scientifique échappent au contrôle des instances démocratiquement élues des établissements. Ce mode de gouvernance doit être interrogé, dans le sens d'une reprise en main par les personnels des décisions stratégiques qui les concernent. Le Conseil Académique et le Conseil d'Administration doivent rester maîtres de la politique scientifique de l'établissement, y compris lorsqu'elle se déploie dans le cadre du PIA.

Par ailleurs, nous devons revenir en interne à la mise en place de ressources pérennes basées sur un véritable projet pluriannuel. Il faut limiter les appels à projets, et les grands programmes de recherche actuels doivent donner *a minima* une visibilité quadriennale aux équipes engagées. S'il existe un contrat, il devra d'abord concerter les projets des composantes (formation et recherche) et s'ancrer au plus près des dynamiques de proximité.

4. Développer une gestion prudentielle du patrimoine, guidée par les enjeux du développement soutenable

La dévolution du patrimoine immobilier a été présentée comme la promesse de nouvelles ressources, selon des projections très optimistes qui se sont révélées erronées. Pour l'heure, ce sont surtout de nouvelles dépenses auxquelles l'université doit faire face, et de nouvelles tâches, très éloignées de ses missions premières, auxquelles elle doit consacrer une partie de ses ressources en personnel. Ce sont aussi des fermetures de sites, des déménagements et des réorganisations forcés pour répondre aux injonctions ministérielles sur l'optimisation des surfaces qui risquent à terme de dégrader les conditions d'étude et de travail de la communauté. Nous voulons un réexamen systématique et parfaitement transparent de tous les projets en cours, en accord avec les impératifs du développement soutenable.

Voter pour nos listes, c'est défendre une Université publique de justice et de progrès, recentrée sur ses missions premières d'enseignement et de recherche.

Voter pour nos listes, c'est défendre le pluralisme et renforcer l'Université comme bien commun et contre-pouvoir.

